IL MET TOUS SES ADVERSAIRES HORS CIRCUIT

RND, la revanche d'Ouyahia

C'est un Ahmed Ouyahia euphorique qui a clôturé, hier, à l'hôtel El-Aurassi à Alger, le 5e congrès du Rassemblement national démocratique, le RND. Il faut dire qu'à l'issue de ces assises, l'actuel directeur de cabinet de la présidence de la République aura obtenu à peu près tout ce qu'il voulait.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - A commencer, bien sûr, par reprendre son poste de secrétaire général plein, et, à l'occasion, une belle revanche sur l'histoire et sur ses opposants qui l'avaient poussé à la démission.

C'était le 5 janvier 2013, quatre mois seulement après avoir été limogé de son poste de Premier ministre, le 3 septembre 2012. Quatre mois d'enfer, assurément la plus mauvaise période pour celui qui n'avait jamais quitté les plus hautes fonctions de l'Etat depuis 1995, lorsqu'il débutera «en haut lieu», avec Liamine Zeroual comme directeur de cabinet de la présidence de la République, puis chef de gouvernement.

Avec l'arrivée de Abdelaziz Bouteflika au pouvoir, Ouyahia occupera, d'abord, le poste de ministre d'Etat ministre de la Justice, puis ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République avant de retrouver le poste de chef de gouvernement de 2003 à 2006, puis de 2008 à 2012.

Lorsque, en janvier 2013, Ouyahia dut quitter la tête du RND, sous la pression, d'aucuns avaient misé sur une fin de carrière politique certaine pour l'homme.

Or, il revient en force et dès février 2014, il est nommé directeur de cabinet à la présidence de la République, puis membre du directoire de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika qui, en plus, lui confiera le plus important dossier du quatrième mandat : la révision de la Constitution.

En position de force, Ouyahia sera chargé par Bouteflika de reprendre la direction du RND, en remplacement du président du Sénat, Abdelkader Bensalah. Ce qui sera fait «en douce», en juin 2015 lorsque le conseil national du parti sera convoqué pour avaliser la chose. Depuis, Ouyahia occupait le poste de secrétaire général par intérim du parti.

Le retour de Ouyahia avait, en même temps, enclenché celui de ses adversaires de toujours, regroupés au sein du «mouvement de redressement». Par deux fois, ces derniers avaient tenté de lui barrer la route.

Une première fois, en saisissant le ministère de l'Intérieur et une seconde fois, carrément la Cour d'Etat qu'ils saisissaient mercredi dernier, la veille même de la tenue du congrès qu'ils voulaient annuler. «Ce que vous ne savez peut-être pas, est que, la veille même de ce congrès, le RND était devant la justice», avouait Ouyahia, hier, au cours de son discours de clôture.

En fait, la justice, tout comme le ministère de l'Intérieur ont successivement débouté les redresseurs avec une célérité qui ne laisse guerre de doute quant à l'appui dont bénéficie Ouyahia.

Un appui qui s'est exprimé au grand jour, jeudi dernier lorsque Abdelaziz Bouteflika adressa un chaleureux message de félicitations à Ahmed Ouyahia qui venait d'obtenir une victoire éclatante sur son rival au poste de secrétaire général.

Photo : Samir Sid

Ahmed Ouyahia patron du RND pour 5 ans.

Élu avec 1513 voix, contre seulement 21 voix pour l'autre candidat, Belkacem Mellah, et à bulletin secret, ce qui constitue une première, Ouyahia s'en sort renforcé comme jamais. Son élection au suffrage direct par le congrès, et non pas le conseil national, fera également de lui, le seul patron du parti pour au moins 5 ans. Et pour en finir définitivement avec ce qu'il qualifie de «dictature de la minorité», il mettra hors circuit, aussi bien les «redresseurs» affichés, comme Tayeb Zitouni, Nouria Hafsi, que des adversaires de longue date comme Chérif Rahmani, le général Mohamed Betchine ou encore Aboubaker Benbouzid, entre autres personnalités du parti qui ne figurent plus dans la composante du nouveau conseil national.

Ni élus, ni congressistes pour certains et ni, surtout, repêchés par le secrétaire général auquel les statuts du parti octroient le droit de désigner 10% de la composante du conseil national. Un conseil national composé de 421 membres, dont les hauts cadres du parti dans les institutions de l'Etat comme le président du Sénat Abdelkader Bensalah, les ministres en exercice Abdesselam Bouchouareb, Bakhti Bélaïb, Azzedine Mihoubi, Tayeb Zitouni, Ahmed Noui, Mohamed Mebarki, ou alors le chef de cabinet de Abdelmalek Sellal, Hafnaoui Amrani, etc.

Ceci étant, Ouyahia, qui fait office en réalité de porte-parole officiel du pouvoir depuis son retour à la tête du parti, en juin 2015, s'est suffi, hier, d'une simple allocution de circonstance, juste pour la cérémonie de clôture. Il réserve certainement les grandes annonces pour sa conférence de presse, prévue demain au siège du parti, à Ben Aknoun.

K. A.

ALI BENFLIS À KHERRATA :

«L'unité nationale est menacée par le clanisme et le favoritisme»

Dans son discours Ali Benflis a dressé un violent réquisitoire de la situation politique qui prévaut dans le pays. «Une situation extrêmement grave gangrénée par la corruption, le régionalisme, le népotisme», selon Ali Benflis.

«Chacun sait et voit que l'Etat national qu'ils ont récupéré-en parlant des moudjahidine — pour le peuple est en ces heures, fragilisé, affaibli et menacé (...) Les ressources de notre terre qu'ils ont enlevées des mains des spoliateurs pour les remettre entre les mains du peuple font l'objet aujourd'hui de déperdition, de privilège et de prédation, la grande œuvre d'unité nationale qui les a conduits à la victoire est mise en péril par le clanisme, le népotisme, le favoritisme et le régionalisme tout comme elle est mise en péril par le déni de citoyenneté, le mépris de la souveraineté populaire et la négation des droits», note Ali Benlis dans son intervention.

Pour le président de Talaie El Houriyet, les valeurs morales qui ont armé et constitué la force des moudjahidine avec un sens du devoir et de la responsabilité, du sacrifice et du don de soi pour la patrie et pour le peuple ont cédé aujourd'hui la place à «la décadence éthique qui est la cause de tous les maux qui affligent le pays en ces temps si peu propices à la satisfaction et à la quiétude». «Ces maux sont l'égoïsme, l'individualisme, le repli sur soi, la fuite des responsabilités, le refus du sacrifice, la dévalorisation de l'effort, l'empressement à accumuler les richesses même illicites et la primauté des intérêts particuliers sur ceux de la collectivité nationale», indique l'orateur qui pointera aussi du doigt l'illégitimité de toutes les institutions, la gouvernance pitoyable des affaires politiques, économiques et sociales de la nation, l'absence de crédibilité des gouvernants, la perte de confiance des citoyens et l'absence d'un projet politique national rassembleur.

«Nous avons, à travers les générations de géants dont les épaules ont été suffisamment larges et puissantes pour porter le lourd fardeau du 8 mai 1945 et du 1er novembre1954, des exemples à suivre, une source d'inspiration d'où puiser le redressement de notre pays, les vertus dont il faut s'armer pour triompher de toutes les adversités et des pionniers dont il suffit de suivre le pas car leur pas mène immanquablement vers la victoire et la grandeur et c'est sans doute de ce retour aux sources, aux valeurs de notre peuple que sont construits les tout premiers défis qu'il nous importent de relever aujourd'hui pour remettre notre pays sur la bonne voie. La voie de la dignité qu'il mérite, celle du renouveau et de la prospérité», a affirmé en substance Ali Benflis dans son discours à Kherrata. Abordant l'affaire *El Khabar*, Ali Benflis a dénoncé ce qu'il qualifie «d'abus de pouvoir».

Pour Ali Benflis, la tentative d'annuler la transaction légale d'*El khabar* au profit du groupe

Photo : Samir Sid

Ali Benflis très virulent contre le pouvoir.

Cevital appartenant à Issad Rebrab «relève du déni du droit et de l'abus de pouvoir». Parlant aussi de l'affaire des visites de Chakib Khelil à certaines zaouias du pays, Ali Benflis a estimé que ces sorties, sans citer nommément le nom de l'ex-ministre de l'Energie, contribuent à «salir» ces lieux de culte relevant de la Tariqa Rahmania, «un fleuron de notre culture» .

A. Kersani

GHOUINI FILALI, SG D'EL ISLAH

L'Algérie a plus que jamais besoin d'aller vers un consensus politique national

Le SG du Mouvement El Islah, Ghouini Filali, a réitéré hier son appel en faveur d'un rassemblement national susceptible de conduire vers un consensus politique national.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - S'exprimant lors d'un point de presse, au siège du parti, le SG d'El Islah a souligné que l'Algérie a plus que jamais besoin d'aller «aujourd'hui plus que demain» vers un consensus politique national en vue de réaliser des réformes politiques, sociales, économiques profondes qui vont lui permettre de sortir du triptyque «l'immobilisme-la dictature-la corruption» et d'aller vers le triptyque vertueux de «l'Etat de droit-justice-croissance». Selon lui, ce que connaissent la scène politique nationale et le front social ainsi que la situation économique critique du pays, en plus de l'ébullition, le manque de visibilité et l'absence de confiance entre l'Etat et le peuple, sont autant de facteurs annonciateurs de plus de tension et de danger pour le pays.

Sur le plan régional, Filali Ghouini a mis en garde contre les appétits des puissances étrangères et leurs menaces sur la stabilité et la sécurité du pays. «Ceci doit hâter, selon Ghouini, le processus de mise en œuvre du consensus national politique, en faisant du front interne un rempart contre toutes les menaces et dangers qui guettent le pays». A ce sujet, le SG du mouvement a assuré de la disponibilité intéressée et cordiale de son parti pour un dialogue franc et ouvert aussi bien à l'opposition qu'en dehors, de sorte à évacuer tous les scénarios probables susceptibles de mettre en danger la stabilité du pays.

Le SG d'El Islah rejette catégoriquement l'approche du pouvoir consistant à dire «l'autoritarisme contre la stabilité» est jugé inacceptable par son parti. «L'approche selon laquelle le pouvoir conditionne la stabilité par la poursuite de l'autoritarisme et la corruption n'est pas acceptable par aucun homme libre dans ce pays», a indiqué Ghouini.

Sur le plan économique, le SG du Mouvement El Islah prévoit la promulgation d'une loi de finances complémentaire 2016 susceptible d'être plus «sévère» et «plus contraignante» sur le citoyen que la loi de finances 2016, ce qui aura pour conséquence, dit-il, d'affaiblir davantage le pouvoir d'achat des ménages déjà pénalisés par les récentes augmentations. Revenant sur ce qui convient d'appeler l'affaire *El Khabar*, Filali Ghouini a affiché la solidarité du parti avec le groupe *El Khabar* dont la cession d'une partie des actions au profit d'une filiale du groupe Cevital est contestée par le ministère de la Communication qui l'a portée en justice. Selon Ghouini, la cabale contre ce journal est «une honte» sur le front du pouvoir, tout en prévenant que d'autres journaux pourraient faire les frais de leur indépendance de la «ligne éditoriale tracée par le pouvoir».

Y. D.